

AFGHANISTAN LES NOUVEAUX AMIS DES TALIBANS || **ROSANVALLON** LES ÉMOTIONS POLITIQUES DES FRANÇAIS

AFRIQUE CFA 3800 F CFA, ALGERIE 410 DA, ALLEMAGNE 6,20 €, ANDORRE 5,50 €, BELGIQUE 5,30 €, CANADA 8,95 \$CAN, DOM 5,30 €, ESPAGNE 5,50 €, GRANDE-BRETAGNE 4,90 £, GRECE 5,50 €, ITALIE 5,50 €, LUXEMBOURG 5,50 €, MAROC 45 DH, PAYS-BAS 5,60 €, PORTUGAL CONT. 5,50 €, SUISSE 7,20 CHF, TOM 950 XPF, TUNISIE 7,50 DT

L'OB

*Entre-soi, inégalités,
ghettoïsation...*

LA GRANDE FRACTURE SCOLAIRE



© THOMAS LOUÏRE / DIVERGENCE

M 02228 - 2966 - F: 4,90 €



LA GRANDE

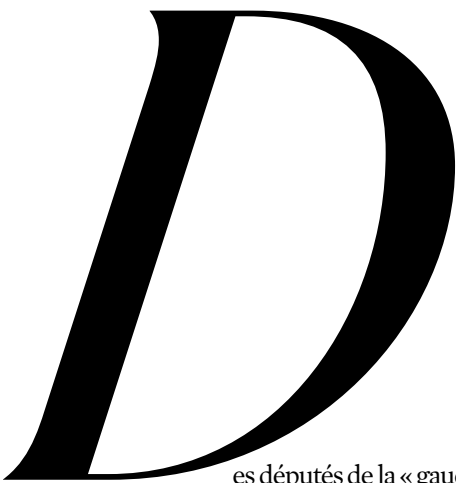
Inégalités entre élèves comparables à celles de pays en développement, ségrégation croissante entre enfants riches et enfants pauvres... Le délitement "séparatiste" de l'école menace les fondements du pacte républicain. Et les partisans d'une politique active de mixité sociale dans l'Education nationale commencent à se faire entendre. Notre dossier

Par GURVAN LE GUELLEC



FRACTURE SCOLAIRE





Des députés de la « gauche » macroniste promeuvent un grand texte sur l'égalité des chances, comme un contrepoin à celui sur le séparatisme. Des collectifs de parents, à Paris, Lyon, Montpellier, réclament une « loi SRU » pour l'école : soit l'imposition d'un seuil minimal de mixité sociale dans les établissements, comme cela se fait pour le logement, afin de passer outre la pusillanimité des élus locaux. Le directeur de l'académie de Paris, auditionné début juin à l'Assemblée, reconnaît que ce ne serait pas une mauvaise idée face aux niveaux de ségrégation scolaire record de la capitale... Et, miracle, le ministre de l'Education nationale lui-même, après avoir ouvertement ignoré la question pendant quatre ans, évoque dans sa circulaire de rentrée la nécessité de « renforcer la mixité sociale des établissements les plus favorisés », notamment en donnant priorité aux demandes de dérogation des boursiers.

Rêvons un peu. Et si ce sujet surprise allait s'imposer aux candidats en cette année présidentielle ? Les scénaristes de l'excellente série « Baron noir », diffusée de 2016 à 2020, ont imaginé beaucoup de choses. Un Emmanuel Macron au féminin, une gauche et une droite traditionnelles laminées, un surgissement populaire façon « gilets jaunes », mais aussi, plus osé, un PS revenant au premier plan en se saisissant d'un dossier brûlant : le délitement « séparatiste » de notre école.

Un séparatisme à l'envers cette fois. Pas celui de populations « ghettoisées » cédant aux sirènes du communautarisme, mais celui des classes supérieures qui, entre fatalisme et intérêt bien compris, enterrent les idéaux de la démocratie scolaire, quitte à accepter que le paysage éducatif, dans des métropoles comme Paris, Lyon ou Marseille, ressemble de plus en plus à celui de Rio ou de Johannesburg : des riches et des Blancs d'un côté, des pauvres et des Noirs de l'autre. Et à ce terrible constat dressé par le principal d'un collège du Nord-Est parisien en 2018 : « Chaque jour, je regarde mes élèves dans la cour, presque tous sont noirs. Le week-end, lorsque je quitte mon logement de fonction, c'est encore plus frappant. Je n'en croise pas un seul, juste des petits Blancs à trottinette aux côtés de leurs parents. »

Ces processus centrifuges ne se limitent pas aux collèges et lycées. Ils traversent l'ensemble du système éducatif : des maternelles privées à pédagogie alternative, plébiscitées pour d'excellentes raisons mais aussi de plus mauvaises – la volonté de distinction sociale –, jusqu'aux écoles privées post-bac en pleine explosion vendant leurs diplômes à prix fort pour éviter le déclassement aux enfants de familles favorisées peu à l'aise scolairement.

Dans la France éducative de 2021, on assiste ainsi à des phénomènes étranges. Des artistes marqués à gauche – Albert Dupontel, Camille – tirent à boulets rouges sur l'école publique et son « entreprise de conditionnement ». Des parents bobos – mais pas seulement – se plient à de véritables entretiens d'embauche pour inscrire leurs bambins dans des micro-crèches alternatives et bilingues. Et des bacheliers de bonne famille gentiment cossards, décidés à éviter l'âpreté monastique des classes prépa ou de la première année de médecine, hésitent entre faire dentaire en Espagne (dans une fac privée peu regardante sur le niveau) et prendre du bon temps dans une école de commerce (à chèque mais efficace dans le placement de ses ouailles), comme le raconte Arnaud Parienty, professeur de sciences économiques et sociales (SES) au lycée Louis-Pasteur de Neuilly, dans un livre décapant, « School Business. Comment l'argent dynamite le système scolaire » (1).

Recherche d'un monde meilleur mais surprotégé d'un côté, hyperpragmatisme et consumérisme de l'autre. Dans les deux cas, l'idéal de démocratisation scolaire et le totem de la méritocratie, ces fondements de notre pacte républicain, en prennent un coup. Toutefois, dans la France éducative de 2021, on assiste aussi à quelques phénomènes inverses. Voyez Farid Ben Moussa. Cet infirmier libéral de 46 ans a grandi aux Minguettes, à Vénissieux, dans le Grand Lyon, l'une des cités françaises les plus enkystées par le trafic de drogue. Il n'échappe pas à l'individualisme ambiant. Sa fille, « un caractère peu conciliant, comme son père », a été inscrite dans le privé dès la 6^e. Pas question de lui faire prendre le moindre risque – « Moi, si je suis arrivé où j'en suis, c'est que je suis un Koh-Lanta, un survivant. » Ce qu'on veut bien croire, tant ce colosse, ancien videur et boxeur semi-clandestin – c'est ainsi qu'il a payé ses études –, dégage d'énergie.

Farid, tout parent d'élève du privé « contraint forcé » qu'il est, a cependant pris la tête d'un collectif dénommé No Ghetto !, qui milite pour une loi contraignant les collectivités à redessiner la carte scolaire. Il s'oppose notamment à la construction d'un collège à cheval entre les Minguettes et la commune très populaire de Saint-Fons. « On a déjà deux établissements totalement ghettoisés. L'enjeu n'est pas d'en créer un troisième, mais de construire ailleurs ou de dispatcher les élèves, quitte à prévoir des systèmes de navettes pour les gamins. J'ai connu dans ma jeunesse



▲ Khady Rebuzzi et Farid Ben Moussa, membres du collectif No Ghetto !, devant le collège Michelet de Vénissieux.



▲ *Que signifie la notion de « mérite scolaire » dans un pays comme la France, où, selon les enquêtes Pisa conduites par l'OCDE, l'école contribue à la reproduction des inégalités sociales ?*

des collèves pourris et violents, mais au moins on y croisait à la fois des Karim et des Sébastien. C'est cela que les pouvoirs publics doivent garantir aux gamins. »

Utopiste, Farid ? Les mauvaises langues feront valoir que Marianne n'a jamais été bonne mère. L'école tant idéalisée des hussards noirs était d'abord une école de classe : jusqu'aux années 1960, la bourgeoisie avait un quasi-monopole sur l'accès au secondaire. Quant au supérieur, sa dualité grandes écoles versus universités (accessibles mais sous-financées), vieil héritage des desseins bonapartistes (construire une nouvelle élite pour la substituer à l'aristocratie), ne s'est jamais démentie en deux cents ans. Tout cela est à la fois vrai et un peu faux. D'abord, le système a toujours généré une petite proportion d'élus, censés régénérer la machine élitiste tout en la légitimant : la méritocratie des Camus, des Finkielkraut et des... Ben Moussa. Puis, à partir de l'après-guerre, sous l'influence des idéaux de la Résistance – et d'une croissance économique à deux chiffres ! –, cette méritocratie s'est surtout voulue inclusive. Giscard a créé le collège unique, Mitterrand a décrété que « 80 % d'une génération » devaient arriver au bac. L'objectif a été atteint il y a deux ans...

La France a beaucoup promis à travers son école. D'autant que dans notre pays, autre singularité, le niveau et la nature du diplôme conditionnent souvent les possibilités d'ascension sociale. Le problème, c'est que cette promesse est très peu tenue et que cela devient visible. Tous les trois ans depuis l'an 2000, les fameuses enquêtes Pisa de l'OCDE menées auprès des élèves de 15 ans

confrontent l'école à l'ampleur des inégalités sociales qu'elle génère et relativisent la notion de mérite scolaire. Triste record : la France est le grand pays de l'OCDE où l'origine sociale pèse le plus sur les performances, à égalité avec des nations tout à fait respectables (Chili, Argentine, Roumanie, Bulgarie...), mais où les moyens mis en œuvre n'ont pas grand-chose à voir avec les nôtres.

L'épreuve des faits, ce sont aussi ces statistiques produites par l'économiste Julien Grenet et son équipe de l'Institut des Politiques publiques, qui objectivent l'ampleur des phénomènes de reproduction sociale dans l'accès au supérieur (voir *infographie p. 27*).

Un chiffre seulement : les 10 % d'écoles les plus sélectives, celles qui forment les futures élites du pays, sont trustées à 79 % par des étudiants très favorisés (dont les parents sont cadres ou enseignants), alors qu'ils ne représentent que 23 % des 20-24 ans. Pour Julien Grenet comme pour le sociologue François Dubet (voir *entretien p. 22*), ce décalage entre promesses et réalisations, générateur de rancœur et de frustration, est l'une des sources des maux

“J'AI CONNU DANS MA JEUNESSE DES COLLÈGES POURRIS ET VIOLENTS, MAIS AU MOINS ON Y CROISAIT À LA FOIS DES KARIM ET DES SÉBASTIEN.”

FARID BEN MOUSSA, INFIRMIER ET MILITANT

de notre société : radicalisation de la jeunesse dans les ghettos, surgissement populiste en grande périphérie, défiance envers les institutions un peu partout. Une inquiétude qui commence d'ailleurs à perler dans la sphère politique.

L'année 2021 aura ainsi été marquée par l'annonce, par Emmanuel Macron, de la suppression de l'ENA. Et de son remplacement par une structure plus englobante, moins sélective, dont une partie des places seront réservées à des « talents », boursiers de l'enseignement supérieur, si possible venus des territoires les plus ➤



▲ Dans les établissements français, le niveau de mixité sociale reste souvent faible (ici, le collège Jules-Vallès de Choisy-le-Roi).

► défavorisés. La mise à mort de la grande école a naturellement une dimension symbolique. Mais le mouvement est plus vaste. Depuis trois ans, des quotas ont été discrètement mis en place à l'entrée des formations publiques du supérieur. Ils obligent les filières post-bac (prépas, écoles d'ingénieurs, IUT et BTS, facs devenues de fait sélectives) à intégrer autant de boursiers qu'elles en comptent parmi leurs candidats, voire un peu plus.

La discrimination positive, puisqu'il s'agit de cela, a sûrement des vertus thérapeutiques, mais elle ne s'attaque pas aux fondements de la machine inégalitaire : ces énormes écarts de connaissances et compétences qui, derrière la jolie façade des 94 % de réussite au bac (97,6 % cette année en filière générale!), pipent les dés de la course aux diplômes. Et les biais puissants qui pèsent sur les parcours scolaires. Une récente étude du ministère montre ainsi que l'orientation en lycée général est bien moins corrélée aux notes obtenues au brevet qu'au milieu social et à l'origine géographique. Autrement dit, les jeunes collégiens modestes du Centre-Bretagne, malgré leurs résultats brillants, ont moins de chance de poursuivre des études longues que les jeunes urbains de région parisienne aux résultats dégradés mais au positionnement social plus élevé.

Pour expliquer cette dérive darwiniste, les experts du ministère ou de l'OCDE pointent l'élitisme des programmes scolaires, le conservatisme des pratiques enseignantes, la ségrégation entre établissements... Ce dernier facteur est de loin le moins exploré. Pourtant, la recherche a démontré que la mixité sociale jouait autant sur le niveau académique que sur les capacités de projection des élèves défavorisés, bref sur les deux mamelles des inégalités. Sans parler de la mission citoyenne de l'école : faire en sorte que, dans une société de plus en plus atomisée, les futurs citoyens aient l'occasion de se côtoyer, ne serait-ce que quelques années. La solidarité est moins évidente avec de parfaits étrangers...

Un autre élément devrait donner l'alerte : les collèges français, sauf dans les zones rurales, atteignent des niveaux de ségrégation extrêmement élevés. L'OCDE souligne aussi que la France est l'un des pays où les élèves à faibles résultats sont le plus souvent regroupés entre eux. Notre pays présente en effet un double handicap : des périphéries urbaines ponctuées de grandes cités HLM qui, depuis les années 1980, ont perdu leur classe moyenne au profit de populations hyper-précarisées. Et l'omniprésence d'un enseignement catholique à la fois peu coûteux, car financé aux trois quarts par la puissance publique, et entièrement libre de son recrutement, ce qui lui permet dans des villes comme Paris de recruter 35 % des élèves, dont 74 % issus de milieux très favorisés.

Face à ces phénomènes, la réaction des pouvoirs publics se fait attendre. En la matière, la coloration politique importe peu. Parmi les collectivités allantes, on trouve des exécutifs de droite (Eure), et chez les frileux, pétrifiés à l'idée de heurter leur électorat CSP+, des exécutifs de gauche. Au premier rang desquels celui d'Anne Hidalgo, qui, face à la bronca des parents bobos – le cœur de son électorat –, a rapidement mis un terme aux expérimentations visant à retoucher la carte scolaire pour mélanger les publics extrêmement clivés des collèges parisiens. Pourquoi tant de préventions ? Parce qu'« avec la mixité scolaire il n'y a que des coups à prendre », soupire un haut cadre de l'administration. Les parents CSP+ sont globalement pour... tant qu'il ne s'agit pas de leurs enfants. Les profs – et les syndicats majoritaires – n'en veulent pas davantage, « ou alors au compte-gouttes ; c'est valorisant et ça ne vous oblige pas à modifier vos pratiques », souligne Arnaud Parienty, le prof de SES de Neuilly. Enfin, les parents d'origine populaire s'expriment peu et ne votent pas. « La seule chance est de tomber sur un élu un peu zinzin ou en fin de carrière », ironise notre haut fonctionnaire.

La probabilité est d'autant moins grande que – tous les acteurs du dossier l'attestent –, depuis quatre ans, le ministère de l'Éducation nationale est aux abonnés absents et n'incite en rien les collectivités à se démenager. Interrogé par « l'Obs », Jean-Michel Blanquer s'en défend : *« Nous avons fait les choses dans l'ordre en mettant le paquet sur le primaire en éducation prioritaire, alors que tout était centré sur le collège depuis quarante ans. Si les enfants arrivent tous en 6^e bien préparés et en se respectant les uns les autres, le sujet de la mixité se posera différemment. Cela dit, même si, selon moi, il n'y a pas de baguette magique en matière de carte scolaire, c'est une politique qui, couplée à un travail sur l'attractivité des établissements, peut porter ses fruits. Et pourrait connaître de nouveaux approfondissements dans un prochain quinquennat. »* Dont acte.

En attendant que le ministre les rejoigne, les militants de la mixité, en tout cas, sont encore bien peu nombreux : un mélange de « beurgeois » et de bobos qui tentent de convaincre leurs congénères de jouer le jeu de la mixité et proposent de légiférer, qui pour fixer des objectifs contraignants aux collectivités, qui pour confronter l'enseignement catholique à ses responsabilités citoyennes (sinon évangéliques !). A l'Assemblée, ces collectifs, à leur grande surprise, ont surtout trouvé une oreille attentive du côté de... LREM. Notamment chez des députés de circonscriptions populaires (Marseille, Vénissieux, Argenteuil...) qui, à un an des élections, se rappellent les promesses d'émancipation faites par Emmanuel Macron et déplorent que le compte n'y soit pas. Un petit agrégat militant auquel il faut ajouter Najat Vallaud-Belkacem : quelques mois après les attentats de « Charlie », de l'Hyper Cacher et du Bataclan, la ministre de l'Éducation nationale lançait des

expérimentations localisées mais audacieuses – fermetures, relocalisations, fusions de collèges. Seule une quinzaine a vraiment prospéré, mais l'ancienne locataire de la rue de Grenelle continue mordicus à défendre son œuvre.

Des bobos, des beurgeois, quelques francs-tireurs macronistes, des élus locaux « un peu zinzins » et une ex-ministre isolée au sein d'un PS inaudible sur la question... Tout cela ne pèse guère politiquement. Reste que ces belles âmes ont un argument à faire valoir. Là où les expériences de mixité ont été tentées, elles fonctionnent ! La preuve au collège Hector-Berlioz dans le 18^e arrondissement de Paris. Le secteur ne manque pas de mixité – il est en voie rapide de gentrification –, mais pour y faire venir les nouveaux habitants

CSP+ le rectorat a dû sortir les grands moyens : jumeler le collège avec un établissement plus favorisé, situé 500 mètres plus haut, sur la butte Montmartre. A son lancement, en 2017, cette politique de « montée

alternée » (les CM2 des deux secteurs sont orientés dans un collège puis dans l'autre au fil des années) a suscité un psychodrame très médiatisé chez les parents de la Butte, électeurs de gauche mais partisans de l'entre-soi. Pourtant, aujourd'hui, la mixité sociale est bien là. Et elle produit ses effets. Le principal, Farid Boukhelifa, les juge « encore trop timides d'un point de vue académique, notamment chez les élèves les plus en difficulté », mais évidents en termes de socialisation et de climat scolaire : « Il y a des signes qui ne trompent pas. Je n'ai plus d'attroupements, encore moins de bagarres, devant le collège. Et, en travaillant sur la composition des classes, on arrive à susciter de belles histoires. Des gamins qui, en termes d'éloquence, de maturité et d'aspirations, se nourrissent de ce nouveau contexte. »

Effets globalement positifs, donc. C'est aussi le bilan que l'on tire en Haute-Garonne, où, face à la ghettoïsation extrême (et aux résultats très dégradés) des deux collèges du Mirail, la grande cité de l'Ouest toulousain, le conseil départemental (PS) a pris la décision radicale de fermer et de dispatcher les élèves par le biais de navettes dans des secteurs favorisés de la métropole, en attendant de reconstruire des établissements à la lisière des zones pavillonnaires et des cités. A chaque contexte, sa solution. Reste à en tirer des enseignements pour l'ensemble du territoire français.

A Paris, les tentatives pour rééditer l'expérience de Berlioz ont fait long feu. Les réunions publiques ont viré au pugilat, et l'Hôtel de Ville, décrétant qu'« il ne [fallait] pas que ça saigne », a fait volte-face. Choukri Ben Ayed, sociologue spécialiste des questions de mixité, qui a accompagné une bonne partie des expérimentations lancées depuis 2015, reste néanmoins optimiste. « On peut avoir une impression de gâchis, mais la preuve est faite que ces politiques produisent des effets. Le travail réalisé depuis six ans a permis de se doter d'un cadre légal, d'outils, d'indicateurs de ségrégation efficaces. Il ne reste qu'à trouver la volonté politique pour les activer. » Olivier Noblecourt, ex-directeur de cabinet de Najat Vallaud-Belkacem puis artisan du plan pauvreté d'Emmanuel Macron, va plus loin : « Je fais partie des naïfs pour qui l'objectif de mixité scolaire, politiquement, n'est pas négociable. Sans cela, j'en suis convaincu : on ne s'en sortira pas. Il faut arrêter de se cacher derrière son petit doigt et assumer un discours fort. Nous en avons tous besoin. » ■

(1) Editions La Découverte, 2015.



LE RECTORAT NE RÉPOND PLUS

Quel est le niveau réel de nos enfants après un an et demi de Covid ? » Pas de réponse. « Quelles solutions proposez-vous pour faciliter l'accès au langage ? » Pas de réponse. « Quel espace souhaitez-vous réserver aux parents pour rendre concret l'objectif de coéducation ? » Pas de réponse. Des questions, des questions, et toujours pas de réponse. La situation prêterait à sourire si l'on ne se trouvait au Petit Bard, cité ghetto à quelques minutes du centre de Montpellier où – conséquence étrange des politiques HLM – tous les habitants ou presque sont d'origine marocaine.

Pour cette assemblée citoyenne de fin d'année consacrée à la question brûlante de l'échec scolaire, le collectif des parents du Petit Bard-Pergola avait pourtant tout bien fait. Les invitations ont été transmises courant juin aux institutions concernées – rectorat, préfecture, mairie – lors de marches revendicatives à travers Montpellier. Et les contacts avec les journalistes réactivés. Depuis six ans, les « mamans » font en effet l'unanimité dans la presse française. Des mères d'élèves musulmanes et républicaines. Qui exigent des « *enfants blonds* » dans les écoles de leurs rejetons, à rebours des discours sur le communautarisme. Les médias, toutes tendances confondues, adorent.

Emmanuel Macron aussi. Le président, qui a fait de la lutte contre l'assignation à résidence un de ses marqueurs politiques et pousse les habitants des quartiers populaires à l'auto-responsabilisation, les a vite identifiées. Citées nommément dans son grand discours sur la banlieue de 2018. Rencontrées en présence de l'ancien maire Philippe Saurel. Il leur a même proposé de transmettre à qui de droit leurs multiples propositions : création d'espaces dévolus aux parents dans les écoles, décharge complète de cours pour les

Depuis près de six ans, les mères du Petit Bard, un quartier ghetto de Montpellier, se battent pour la réussite scolaire de leurs enfants. Malgré le soutien de l'Élysée, elles se confrontent aux autorités locales. Reportage

Par GURVAN LE GUELLEC

directeurs d'école en secteur populaire, soutien scolaire massif dès le plus jeune âge, la liste est longue...

Cette popularité n'est pas usurpée. Non seulement le collectif constitue une sorte de « consœur » où les mères les plus diplômées accompagnent les plus éloignées de la culture scolaire, mais il a développé des techniques d'agit-prop éprouvées : symboles patriotiques à foison, sono entraînant de kermesse scolaire, et surtout propension à placer le mot République dans chaque phrase. Propension d'autant plus remarquée qu'elle vient de mamans à 80 % voilées. Anissa, l'une des trois porte-parole, s'en amuse : « *Les politiques nous renvoient sans cesse aux valeurs de la République, alors on les prend au mot. Liberté, égalité, fraternité, c'est magnifique sur les frontons d'écoles, mais c'est encore mieux dans les cours de récré.* »

D'un point de vue strictement comparable, l'assemblée du 29 juin est un succès :

quatre-vingts personnes, dont une soixantaine de mères, une poignée de pères et un journaliste de « l'Obs », réunies dans la maison de quartier pour aborder les maux de l'école, c'est beaucoup ; tous les connaisseurs de l'éducation prioritaire pourront en témoigner. Pourtant, en face, pour répondre aux doléances et expliquer, les chaises sont désespérément vides.

Personne, il n'y a personne. Ni délégué du préfet, ni adjointe au maire, ni inspecteur de l'Éducation nationale... L'assemblée prend une tournure étrange. Question, silence, question. Les anges passent, et on songe à la violence symbolique exercée sur un public dont on blâme régulièrement le manque de mobilisation. Comment expliquer ces absences ? A la mairie (PS), pour se justifier, on évoque le manque de tact des mères : « *Il n'y a pas besoin de venir hurler sous mes fenêtres pour dialoguer, il suffit de m'inviter sans m'imposer une date. La nouvelle municipalité se mobilise depuis un an sur le soutien scolaire et la mixité. Nous la prenons en compte dans la construction des nouvelles écoles* », rétorque l'adjointe à l'éducation Fanny Dombre-Coste.

Trop intrusives voire manipulées, les mamans du Petit Bard ? Elles disposent de nombreux soutiens : la chercheuse et psychologue Najat Bentiri, qui agit au quotidien auprès des familles du quartier, mais aussi le sociologue Choukri Ben Ayed, un des meilleurs connaisseurs des questions de mixité scolaire. Reste que le collectif prend ses décisions de manière collégiale, on a pu le constater. Et que, pour citer Emmanuel Macron, son combat semble désintéressé : « *Les mamans ne font pas de la politique symbolique, elles font d'abord de la politique pour leurs enfants.* »

Cette stratégie a payé. En 2015, nos mamans ont fait plier le département PS qui, pour des raisons « *démographiques* », voulait regrouper tous les enfants du



▲ Le 1^{er} avril 2015, devant la préfecture de Montpellier, des mères voilées manifestent pour plus d'hétérogénéité dans les écoles.

quartier dans le même collège – Las Cazes – déjà très ghettoïsé, fermant la possibilité de rejoindre un autre établissement plus coté. Malgré l'intervention du cabinet de Najat Vallaud-Belkacem, la carte scolaire n'a pas été redessinée (« trop explosif avec un RN à 40 % », témoigne un acteur clé du dossier). Mais le collège mal-aimé a été rebaptisé (Simone Veil) et doté d'options dites attractives (rugby, arts plastiques, section anglo-américaine). Les gamins du quartier y sont rarement inscrits, mais cela a permis de changer l'image de l'établissement, désormais beaucoup plus hétérogène qu'il y a dix ans. Et, comme le résume Fatima, une autre porte-parole, « la mixité sociale et culturelle ne résout pas tout, mais, il y a beau dire, elle vous pousse ».

“LA MIXITÉ SOCIALE ET CULTURELLE NE RÉSOUT PAS TOUT, MAIS ELLE VOUS POUSSE.”

FATIMA,
PORTE-PAROLE DU
COLLECTIF DES PARENTS
DU PETIT BARD

Les mamans auraient pu en rester là. Mais puisque politiques et experts rabâchent que la réussite scolaire se joue dès le plus jeune âge, leur action s'est réorientée vers le primaire. Pas pour exiger qu'on envoie leurs bambins dans des quartiers huppés – personne n'en a vraiment envie – mais pour s'assurer que leurs difficultés sont prises en compte. Beaucoup estiment qu'on leur ment sur le niveau réel des enfants.

« La preuve » : ces élèves qui, déménageant dans d'autres quartiers ou arrivant au collège, se trouvent confrontés à l'immensité de leurs lacunes scolaires. La preuve encore : les évaluations nationales de CP-CE1, voulues par Jean-Michel Blanquer, dont les résultats « catastrophiques » auraient

été mis sous le tapis par les équipes enseignantes. Ce que le directeur d'académie Stéphane Mauny dément formellement : « Nous restons vigilants et mobilisés, mais les résultats du secteur Petit Bard sont plutôt en progression et dans la moyenne de l'éducation prioritaire. Il faut croire cependant que nous avons encore des efforts à faire collectivement en matière de communication ! »

Cela risque de prendre du temps. A la démission parentale souvent invoquée par les enseignants, les parents opposent donc désormais la démission de (certains) profs et de l'institution. Deux discours antinomiques, deux mondes qui peinent à se parler. Ce mardi 29 juin, l'assemblée citoyenne s'est d'ailleurs terminée par une grande fête d'école, sur le parvis de l'école mais... sans l'école, fermée à double tour. « Vous vous rendez compte, soupirait une maman, même l'électricité de la sono est fournie par l'épicier. » ■

FAUT-IL SAUVER LA MÉRITOCRATIE ?

Vous n'êtes pas rattachés à la gauche radicale, mais vous portez le même discours anxieux sur les inégalités scolaires dans notre pays. Elles seraient moralement injustes tout en ruinant notre cohésion sociale et politique. La situation est-elle si grave ?

François Dubet Nous sommes arrivés au point d'épuisement d'un cycle de démocratisation scolaire. Pendant soixante ans, on a ouvert le système éducatif en tenant la promesse d'abolir peu à peu les inégalités sociales. Cette ambition est tout à notre honneur mais se retourne aujourd'hui contre nous. Dans les faits, cette promesse de justice est très peu, voire pas du tout tenue. Certes, l'accès « égalitaire » au bac et aux études supérieures a explosé depuis trente ans, mais ce succès de façade masque des inégalités plus fines, internes au système. La France reste l'un des pays où les origines sociales pèsent le plus sur les trajectoires scolaires et professionnelles. Cela commence à transparaître de manière un peu trop voyante. Et nourrit l'antagonisme entre, d'un côté, les vainqueurs de la méritocratie dotés d'un diplôme « payant » et, de l'autre, les vaincus : ceux qui n'ont rien et ceux, nombreux, qui ont obtenu un diplôme universitaire sans réussir à le rentabiliser sur le marché du travail.

Julien Grenet Ce qui m'inquiète aussi, c'est la dilution du lien social à laquelle nous sommes confrontés. On parle beaucoup de séparatisme. Or, si séparatisme social il y a, il se construit d'abord au sein de nos écoles. Les jeunes Français sont séparés de manière croissante entre public et privé, collèges attractifs et collèges évités, formations sélectives et non sélectives du supérieur. Les destins des uns et des autres se croisent de moins en moins. Et j'ai du mal à ne pas y voir un rapport avec les grandes crises que traverse ce pays : protestations des « gilets jaunes », discours antisience, radicalisation islamiste dans les quartiers les plus ségrégués de nos métropoles...

Les enquêtes internationales observent un immense hiatus, en France, au point de vue du niveau, entre élèves favorisés et défavorisés. Avons-nous vraiment le système le plus inéquitable des pays développés ?

Pour l'économiste Julien Grenet, il faut lutter contre les inégalités scolaires grâce à des mécanismes de discrimination positive. Pour le sociologue François Dubet, il s'agit d'abord de remettre en cause l'emprise du diplôme sur l'emploi. Débat

Propos recueillis par

GURVAN LE GUELLEC

Photos

SAMUEL KIRSZENBAUM

J. G. Nous sommes hélas parmi les pires. Si l'on prend l'enquête Pisa, la plus connue, qui confronte tous les trois ans les élèves de 15 ans de 80 pays développés ou émergents à la même banque d'épreuves, on est systématiquement dans le top 10 des pays les plus inégalitaires, au coude-à-coude avec le Chili et une bonne partie des pays d'Amérique latine. Compte tenu des budgets dépensés, c'est un peu dur à encaisser. Autre élément dérangeant : la reproduction sociale reste toujours aussi importante malgré l'élévation continue du niveau. Le rapport que j'ai publié en début d'année avec mon équipe le démontre avec éloquence : le taux d'accès aux grandes écoles des enfants de familles favorisées est dix fois supérieur à celui des défavorisées et ce hiatus ne s'explique que pour 40 % par la différence de niveau scolaire constatée entre catégories socioprofessionnelles (CSP). Autrement dit, quand bien même les enfants des CSP- seraient moins « méritants » scolairement que ceux des CSP+, rien ne justifie le monopole de ces derniers sur les formations du supérieur les plus payantes professionnellement. Cela dit, on peut essayer aussi de voir le verre à moitié plein et se dire que tout n'est pas lié au niveau ➡

FRANÇOIS DUBET

est sociologue, ex-directeur d'études à l'EHESS et professeur des universités à Bordeaux-II. Il a beaucoup écrit sur l'institution scolaire (« L'école peut-elle sauver la démocratie », Seuil, 2020) et sur le rapport des Français aux inégalités (« Le temps des passions tristes », Seuil, 2019).

JULIEN GRENET

est économiste, professeur à la Paris School of Economics et directeur de recherche au CNRS. Proche de Thomas Piketty, qui a dirigé sa thèse, il s'intéresse tout particulièrement aux politiques publiques visant à réduire les inégalités, à l'école comme dans le supérieur.



➤ scolaire : beaucoup de choses se jouent dans les choix d'orientation, la capacité à sortir ou non les élèves de leur entre-soi. Ce sont ces leviers-là qui m'intéressent.

F. D. Ce qui est déroutant, c'est que jusqu'à l'arrivée de Pisa en 2000, la France était persuadée d'avoir la meilleure école du monde. Il y avait cet imaginaire national d'une école très centralisée, très bureaucratique, très homogène : tous les élèves ensemble dans les mêmes collèges, tous les profs avec le même salaire avançant à l'ancienneté... Cette unité ancrerait l'idée que notre offre scolaire était éminemment égalitaire.

Comment expliquez-vous ce niveau incroyable d'inégalités ?

F. D. Cela reste a priori une énigme. Dans l'école française, les choses ne se font pas de manière frontale. Nous sommes plutôt confrontés à une série de micro-inégalités distillées tout au long de la scolarité qui, à force de s'agréger, produisent des effets très puissants. Cela commence par les inégalités d'origine qui, dès le plus jeune âge, distinguent les élèves. Cela s'accroît avec des effets de ségrégation extrêmement marqués à partir du secondaire, la sociologie des collèges étant trop souvent une amplification de la sociologie déjà très diverse des quartiers. Cela se poursuit avec les politiques RH du ministère envoyant les jeunes profs les moins formés dans les établissements populaires. Cela se prolonge avec les pratiques d'orientation et d'évaluation, socialement très marquées. Enfin, il faut ajouter les stratégies inégalitaires des parents : dérogation, choix d'option, soutien scolaire, loisirs scolairement payants... Dans la vieille école de classe d'avant la massification, les CSP+ faisaient confiance à leur capital culturel : « Je lis "l'Obs", il y a des livres à la maison, mes enfants réussiront à l'école... » Aujourd'hui, dans notre école de masse, aussi imparfaite soit-elle, tous les élèves sont en concurrence. Il est donc hors de question de laisser la moindre prise au hasard. D'autant que le système français lie étroitement le statut professionnel et social à la qualité du diplôme obtenu et que, dans un contexte de croissance atone, les bonnes places sont relativement rares. Bref, chacun est incité à poursuivre son intérêt personnel sans se soucier du commun.

Vous le soulignez tous les deux : le séparatisme scolaire des CSP+ et l'agrégation des micro-inégalités se manifestent très fortement au collège. Est-ce le maillon central pour rétablir un peu d'équité ?

J. G. Oui, car le collège est souvent vécu par les parents comme une transition compliquée : le passage du cocon de l'enfance à un milieu plus brutal. En région parisienne et dans beaucoup de métropoles, l'entrée dans le secondaire est par ailleurs marquée par une explosion des phénomènes ségrégatifs. Même quand on vit dans un quartier avec une certaine mixité résidentielle, elle ne se retrouve absolument pas à l'école. Faute de régulation publique adéquate, beaucoup de parents sont confrontés à un choix cornélien : jouer le



**“LE PRINCIPE
MÉRITO-
CRATIQUE EST
DÉVOYÉ.
CE N'EST PLUS
DE L'ÉGALITÉ
DES CHANCES.
C'EST DU
DARWINISME
SOCIAL.”**

FRANÇOIS DUBET

jeu de la carte scolaire en mettant leur enfant dans un collège ghetto qui n'est pas du tout à l'image du quartier. Ou opter pour l'évitement et le ghetto de riches. Dans certains quartiers, il n'y a quasiment pas de choix intermédiaire.

F. D. Les politiques de mixité peuvent jouer un rôle moteur pour rétablir de la confiance. Mais j'entends aussi les enseignants quand ils réclament davantage de moyens pour traiter la difficulté scolaire. Imaginons que, dans un hôpital de banlieue, la moitié des patients meurt de maladie nosocomiale, on prendrait des mesures d'urgence. Eh bien, à l'école, non ! On continue à ne pas former nos enseignants, comme si la pédagogie était un talent naturel, et à donner plus à ceux qui ont plus. Rapporté au nombre d'élèves, le budget des colles en prépa est sans commune mesure avec celui du soutien scolaire au collège. Cela donne une idée des priorités. Le principe méritocratique est dévoyé. Ce n'est plus de l'égalité des chances. C'est du darwinisme social.

Julien Grenet, vous faites des propositions pour un retour de la régulation publique, à Paris notamment...

J. G. Mon idée est de garantir une dose minimale de mixité sociale à chaque parent désireux de scolariser



**“LE PROPOS
[DE JEAN-
MICHEL
BLANQUER]
EST CLAIR :
IL NE FAUT PAS
PARLER DES
INÉGALITÉS DE
PEUR DE LES
ENTRETENIR.”**

JULIEN GRENET

son enfant dans le public. Cela peut passer par des politiques d'affectation fine mutualisant les secteurs de plusieurs collèges ou par des fusions d'établissements favorisés et défavorisés. Et, quand bien même les territoires n'offrent aucune possibilité de mixité sociale, des stratégies volontaristes peuvent être mises en place, comme à Toulouse, où deux collèges ghettos au cœur de la cité du Mirail ont été fermés et leurs élèves dispatchés par petits groupes dans des établissements huppés de la métropole. Malgré les réticences initiales des parents, ces politiques ont montré leur efficacité. Elles fonctionneraient toutefois encore mieux si l'enseignement privé sous contrat y participait. Or on n'y est pas du tout. Chez la plupart de nos voisins, à partir du moment où une école privée est financée aux trois quarts par l'Etat et les collectivités locales, elle se soumet aux mêmes règles d'affectation que le public. En France, non : elle peut faire son marché parmi les élèves en écrémant les CSP+ et s'assurer ainsi d'excellents taux de réussite au brevet et au bac. Socialement, c'est destructeur.

F.D. Ce que souligne très bien Julien Grenet, c'est qu'il faut en finir avec l'injonction morale. Condamner les conduites individuelles ne sert à rien. C'est aux pouvoirs publics de permettre un choix serein. Les parents recherchent le mieux pour leurs gamins, leurs décisions n'ont rien d'irrationnel. D'ailleurs les enseignants ne mettent presque jamais leurs enfants dans les collèges populaires...

Les enseignants justement... On les a sentis plutôt réticents face à ces politiques de mixité scolaire. Cela vous a surpris ?

J.G. Un peu, mais j'y vois un effet du contrat implicite qui les lie à l'institution. Comme la progression salariale proposée est très faible, la règle veut que ce soient les conditions de travail qui s'améliorent au fil des années. Et toute remise en cause de ce deal produit automatiquement une levée de boucliers. Un des enjeux pour eux est de se trouver à nouveau confrontés à un public populaire alors qu'ils avaient patiemment cumulé des points pour y échapper.

F.D. Faut-il l'écrire dans votre journal ? Les enseignants ayant eux-mêmes des enfants sont très ambigus sur les inégalités scolaires... Condorcet souhaitait d'ailleurs que les professeurs n'aient pas d'enfants pour

éviter les conflits d'intérêts. Peut-être avait-il raison. Au nom du principe d'excellence pour tous, cet étrange oxymore qui a servi de mantra pendant trente ans à la gauche éducative, les profs, ou du moins leurs représentants, se sont violemment opposés à la suppression de tous ces petits dispositifs – classes européennes, classes bilingues, classes latin-grec – qui génèrent de la ségrégation interne aux établissements et produisent de très grosses différences. De même qu'ils ont beaucoup résisté à l'idée d'un socle commun de compétences et de connaissances au collège, en y voyant un « smic culturel ». Pourtant, si tous les élèves avaient ce smic, j'en serais ravi !

Emmanuel Macron avait fait de l'égalité des chances un objectif de son mandat. Qu'en est-il ?

J.G. Vous aurez noté que le mot « mixité », dans son discours comme dans celui de Jean-Michel Blanquer, n'est presque jamais prononcé. La politique éducative du gouvernement est essentiellement une politique de l'offre. On nous explique qu'il faut redresser l'école, reprendre en main la pédagogie au primaire, proposer des options attractives dans les collèges les plus évités et, in fine, les parents CSP+ reviendront d'eux-mêmes dans le public. Tout cela est sûrement pertinent, mais ce qui me dérange, c'est que ce discours ne reconnaît aucune condition d'impossibilité. Or, vous aurez beau mettre en place toutes les options – latin, grec, golf, chinois – dans les établissements populaires, si vous ne réfléchissez pas en même temps aux politiques d'affectation des élèves, vous ne récupérerez jamais les classes moyennes et supérieures. Dans bien des villes, les cartes scolaires ont été découpées de telle manière que les CSP+ sont totalement absentes des secteurs dits populaires. La ségrégation scolaire est aussi organisée institutionnellement. Et, cela, le gouvernement refuse de le voir.

Comment expliquez-vous ce déni ?

J.G. Le dernier livre de Jean-Michel Blanquer [*« Quelle école voulons-nous ? », Odile Jacob, 2020, NDLR*] me paraît bien résumer les choses. Le ministre explique qu'il existe « une tendance dans la sociologie française à lire la société à travers le seul prisme des inégalités » et dénonce une forme de « délectation morose » qui produirait des effets d'enfermement dans les classes populaires. Le propos est assez clair : il ne faut pas parler des inégalités de peur de les entretenir – les gens arguant trop facilement du poids de déterminismes pour se complaire dans l'échec. S'ajoute chez M. Blanquer une vision très Troisième République de la méritocratie. Une école où l'on se soucie essentiellement de « sauver » une petite minorité d'élèves doués, par exemple par le truchement des internats d'excellence. Le reste de la population défavorisée se voit assigné à un programme minimal : le fameux « lire, écrire, compter, respecter autrui », dont le ministre a fait son mot d'ordre.

F.D. Macron-Blanquer, c'est en fait le programme éducatif promu par la droite depuis quarante ans, avec davantage d'efforts de présentation. Sarkozy disait ➡

➔ peu ou prou la même chose : « Tendons la main à ceux qui le méritent, pour les autres, de toute façon, il n'y a pas grand-chose à faire... »

Il y a tout de même les CP-CE1 à 12 élèves dans les écoles populaires, la grande mesure sociale du quinquennat, et une attention marquée à la petite enfance, au moins dans le discours. Le président Macron est même allé jusqu'à prôner une politique des « 1 000 premiers jours » qui, selon lui, joueraient un rôle crucial dans le destin des petits Français...

J. G. Vous ne m'entendrez jamais dire du mal des dédoublements de classes en primaire ! Ce n'est pas la mesure miracle que le gouvernement nous a vendue, mais je reste persuadé qu'en termes de coût-bénéfice, c'est une des politiques les plus efficaces qui soient. D'un point de vue budgétaire, l'école primaire a été trop longtemps maltraitée alors qu'il est évident que, sans maîtrise solide des savoirs fondamentaux, les trajectoires scolaires des élèves sont lourdement hypothéquées. Ceci posé, je constate de manière un peu chagrine que la politique de lutte contre les inégalités s'est réduite à cette mesure – ce qui, évidemment, n'est pas suffisant – et je suis très mal à l'aise avec cette petite musique largement diffusée au sein des cercles macronistes selon laquelle tout serait déjà joué à 3 ou 6 ans, les interventions plus tardives relevant d'une forme de traitement palliatif. La recherche économique a pu porter ce discours dans les années 1990, mais elle est revenue dessus, et on sait aujourd'hui que des interventions peuvent jouer sur les destins des individus bien après le primaire. Un exemple : on s'est rendu compte avec Parcoursup, la plateforme d'accès au supérieur, que les écarts sociaux et territoriaux dans les choix d'orientation post-bac n'étaient pas si déterminés que cela par les inégalités de réussite scolaire. D'autres facteurs, relevant davantage de l'autocensure, rentrent également en compte. Cela ouvre des marges de manœuvre importantes pour les politiques publiques. Je pense notamment à ce que les Anglo-Saxons appellent l'*outreach* : identifier sur la base de leurs notes les élèves à fort potentiel et les inciter individuellement à rejoindre les filières sélectives. Ça peut paraître tout bête mais combien d'élèves d'origine populaire arrivent dans le supérieur sans connaître les perspectives ouvertes par les prépas, les meilleures écoles post-bac ou même les IUT ? Quand ils les découvrent, malheureusement, il est souvent trop tard.

Faute de s'intéresser aux questions de mixité scolaire, la



“CETTE ARROGANCE DES ÉLITES EST TRÈS FRANÇAISE.”

JULIEN GRENET



macronie a commencé discrètement à utiliser des algorithmes pour instiller de la discrimination positive dans le supérieur : quotas de boursiers en prépa, de bac pro en BTS, de bac techno en IUT. Cela vous semble une piste ?

J. G. J'ai sûrement un biais d'économiste mais, oui, les algorithmes peuvent

constituer un levier puissant contre les inégalités. En bougeant quelques paramètres, on arrive à générer tout de suite un effet de masse. Le logiciel Affelnet, qui suscite tant de résistances chez les parents d'élèves parisiens, attachés à la tradition élitiste qui prévaut dans la capitale [*les collégiens ne rejoignent pas un lycée de secteur, mais sont affectés selon leur niveau scolaire, NDLR*], a quand même réussi à réduire de 30 % le niveau de ségrégation inter-établissements entre 2008 et 2010 en prenant en compte l'origine sociale des élèves en sus de leurs résultats académiques. Quant à Parcoursup, qui comporte un système de quotas pour les bacheliers boursiers, il est un peu trop tôt pour dire quel sera son impact, mais on voit que, quand des établissements comme les IEP s'en saisissent de manière volontariste, les effets sur le recrutement sont loin d'être anodins. Dans les deux cas, ce qui pêche à mes yeux n'est pas le principe de l'affectation des élèves par algorithme, mais le manque de transparence sur les critères de sélection utilisés par les établissements, et de débat démocratique sur le choix de ces critères. Jusqu'à quel point souhaitons-nous contrebalancer le darwinisme méritocratique évoqué par François Dubet ? Et, plus fondamentalement, que signifie être méritant pour un homme blanc CSP+ né au centre de Paris par rapport à un fils d'ouvrier de Sartrouville qui arrive au même niveau de formation ?

François Dubet, vous ne faites pas que pointer les failles nombreuses de notre système méritocratique, vous remettez en cause ses fondements...

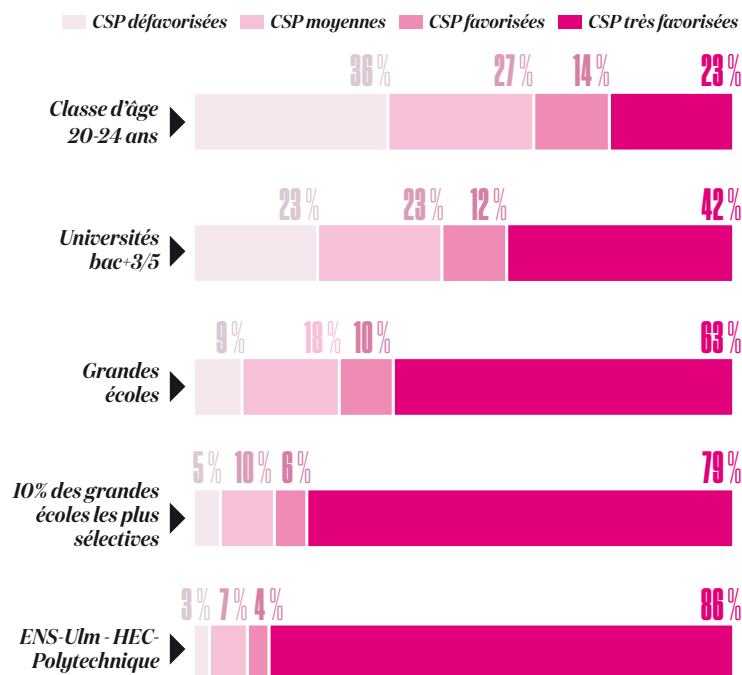
F. D. De fait, la question, pour moi, n'est pas seulement de constater que la promesse méritocratique n'est pas tenue et de rechercher des mécanismes compensatoires comme Julien Grenet le propose. Mais de se demander s'il ne faut pas se détacher de cette promesse ou, du moins, la remettre en perspective. Disons-le franchement : le modèle éducatif français porte en lui une dimension assez perverse. Il place les élèves dans un système extrêmement élitiste, dont les programmes ne visent pas à élever le plus grand nombre mais à préparer les plus doués à exercer les plus hautes fonctions. Les inégalités sont légitimées

“NOTRE MODÈLE ÉDUCATIF PORTE EN LUI UNE DIMENSION PERVERSE.”

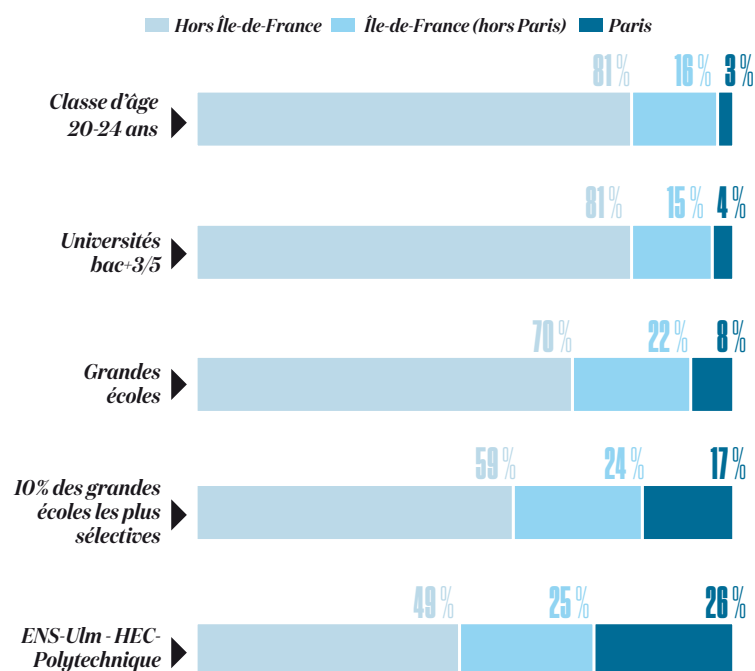
FRANÇOIS DUBET

LES GRANDES ÉCOLES, CHASSES GARDÉES DES ÉLITES FRANÇAISES

Répartition en fonction des origines sociales



Répartition en fonction de l'origine géographique



SOURCE : RAPPORT IPP N° 30, INSTITUT DES POLITIQUES PUBLIQUES, JANVIER 2021
CHAMPS : ÉTUDIANTS FRANÇAIS (NIVEAUX BAC +3/5) EN 2016/2017

par une mise en concurrence totalement biaisée des individus. Tout le monde est défini dans sa distance à l'élite. Cela crée de l'humiliation, de la rancœur et des sentiments antiscolaires chez les vaincus du système. **J. G.** Et, à l'inverse, il y a un sentiment d'élection chez les gagnants qui, du fait de l'onction du concours, s'estiment dotés d'une valeur supérieure dès leurs 20 ans. Cette arrogance des élites est très française. Dans les autres grands pays de l'OCDE, les étudiants des « top universités » ont beau être doués, ils savent ce qu'ils doivent à leurs origines sociales tant les frais de scolarité sont élevés.

A quoi pourrait ressembler une politique éducative alternative ?

F. D. A une politique qui s'intéresse enfin au sort de tous ! La grande critique scolaire française consiste à déplorer qu'il n'y ait pas assez d'enfants défavorisés au sein des élites. Mais quand vous avez des concentrations massives d'élèves d'origine populaire orientés par défaut dans des formations professionnelles dévalorisées, cela n'indigne à peu près personne. On parle constamment d'élite, mais il y a quand même la moitié de la population qui regarde passer les trains et qui, elle, dit : « Je n'ai pas un problème de mérite, j'ai un problème de compétences et d'emploi. »

Vous préconisez de rompre avec la méritocratie ?

F. D. Non. Dans une société démocratique, il n'existe pas à ma connaissance d'autre système d'affectation des individus. Cela dit, il faut questionner l'emprise du diplôme sur l'emploi ainsi que celle du mérite scolaire sur toute autre forme de mérite. On a vu que les inégalités entre élèves à 15 ans étaient très fortes. Mais quand, quelques années plus tard, vous comparez les compétences de jeunes actifs travaillant dans une même entreprise – ingénieur diplômé ou ouvrier doté d'un simple CAP –, elles sont beaucoup plus réduites. Autrement dit, l'école exacerbe les inégalités pour légitimer des hiérarchies sociales figées. Ce sont ces rigidités auxquelles il me paraît urgent de s'attaquer : en finir avec l'idée d'un parcours scolaire rectiligne de 3 à 23 ans, remettre de la mobilité sociale détachée du seul diplôme. Les outils existent, il n'y a rien à inventer. C'est la formation continue et la promotion interne, en berne depuis trente ans. C'est la validation des acquis de l'expérience (VAE) et la reprise d'études, dont on loue les vertus sans vraiment les développer. C'est l'adaptation de l'université à des profils d'étudiants salariés avec des cours du soir, des sessions d'été, des périodes de stages. C'est aussi un resserrement de l'échelle des revenus. C'est, enfin, un changement de regard, dont nous sommes parfaitement capables. Pendant la pandémie, on a applaudi les caissières, les aides-soignants, les éboueurs ; soudain, on leur a trouvé énormément de mérite, alors qu'ils étaient perçus comme les derniers de la classe. Ça n'a duré que trois semaines, mais cela démontre que nous avons quelques capacités de décentrement. Je refuse d'être totalement pessimiste.

J. G. Je le refuse aussi. ■